

Article

« Le normal et le pathologique en politique »

André Mineau

Laval théologique et philosophique, vol. 41, n° 3, 1985, p. 385-390.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/400194ar>

DOI: 10.7202/400194ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LE NORMAL ET LE PATHOLOGIQUE EN POLITIQUE

André MINEAU

RÉSUMÉ. — Dès que l'on conçoit la politique comme ayant une finalité qui lui serait inhérente, on pose de ce fait le problème de l'attitude et du comportement des entités politiques réelles eu égard à cette finalité. Ma thèse est la suivante : il y a bel et bien une finalité inhérente à l'essence de la politique, et dans la mesure où les unités politiques particulières peuvent de fait s'en éloigner, il y a par conséquent une pathologie politique. À l'aide de quelques exemples, je propose une manière d'appliquer ici les catégories du normal et du pathologique.

SI NOUS devons au philosophe français Julien Freund une analyse de la finalité du politique qui compte sans doute parmi les plus remarquables de notre temps¹, force nous est cependant de constater que la question n'est pas neuve, et qu'elle a été l'objet de la réflexion des penseurs politiques de toutes les époques. Depuis Aristote pour qui la politique était l'art d'assurer le bien-vivre des citoyens, jusqu'à Marx qui n'y voyait que l'instrument de la domination d'une classe sociale sur les autres, le problème de la finalité de la politique s'est toujours posé avec une acuité toute particulière. Car c'est de la solution à ce problème que dépend la signification globale que l'on confère à la politique en tant qu'activité humaine.

Le fait d'assigner à la politique une finalité qui lui soit inhérente entraîne cependant des conséquences qu'on hésite souvent à reconnaître, au plan de la théorie. Car à partir du moment où l'on postule une telle finalité, on pose en même temps le problème du comportement des entités politiques particulières eu égard à cette finalité, autrement dit, *des déviations de la politique*. Si Platon et Aristote se sont attardés sur cette question², celle-ci n'a pas toujours eu le retentissement qu'elle aurait dû avoir dans la pensée contemporaine, surtout si l'on considère l'ampleur des totalitarismes de notre siècle.

1. JULIEN FREUND, *L'essence du politique*, 3^e partie, Paris, Sirey, 1965.

2. PLATON, *La République*, livres VIII et IX, et ARISTOTE, *La Politique*, livre IV.

Ma thèse est donc qu'il y a une finalité naturelle de la politique, et qu'il y a par conséquent au plan théorique une *pathologie politique*. Afin d'expliquer un peu ceci, il est nécessaire maintenant d'entrer dans certaines considérations eu égard à la nature de la société et de la politique. Nous précisons ensuite ce que nous entendons par le normal et le pathologique, et nous verrons de quelle manière il est possible d'appliquer ces notions aux régimes politiques totalitaires.

Les sociétés humaines sont des systèmes hautement complexes qui ont évolué à partir de niveaux systémiques inférieurs à l'intérieur du vivant. Ce sont des systèmes en ce sens qu'elles sont composées d'éléments (les individus et les groupes) comportant des propriétés spécifiques et entrant dans des relations spécifiques les uns par rapport aux autres, de telle manière qu'une totalité organisée, qui peut être identifiée en tant que telle, se trouve induite. Au niveau de l'espèce humaine comme à l'intérieur de nombreuses espèces animales, les systèmes sociaux constituent un niveau spécifique intégrant les systèmes de niveau inférieur par rapport auxquels ils représentent une *émergence*. Ils forment ainsi des stratégies de survie élaborées sur la base de structures génétiques particulières caractérisant les systèmes individuels capables de coopération. De telles stratégies se sont avérées adaptatives pour la plupart sans doute des espèces animales où elles sont apparues, comme en témoigne le fait qu'elles ont été généralement retenues par la sélection naturelle.

L'une des caractéristiques les plus fondamentales des systèmes vivants consiste dans le fait qu'ils ont tendance à résister à l'entropie et à se maintenir dans les meilleures conditions possible. S'il en est ainsi, c'est en vertu de certaines propriétés spécifiques des éléments, lesquelles favorisent le maintien du tout plutôt que son éclatement. La tendance qu'ont les sociétés humaines à se maintenir s'enracine donc dans des comportements sociaux génétiquement programmés au niveau des individus, autrement dit, dans cette sociabilité naturelle de l'homme dont parlait déjà Aristote³.

S'il est vrai de dire que les sociétés humaines ont tendance à se maintenir à travers le temps, il est nécessaire cependant de donner quelques précisions eu égard à la nature et au sens de cette tendance. Tout d'abord, il ne faut pas perdre de vue le fait que ce sont les êtres humains individuels qui maintiennent concrètement les sociétés, par l'entremise de comportements de coopération dont l'origine se situe au niveau des gènes de l'espèce. Les hommes cherchent ainsi sous une forme ou sous une autre à maintenir le lien social entre eux, parce qu'un tel lien, compte tenu des contingences inhérentes à la nature humaine, procure un avantage certain aux individus. C'est en fonction des intérêts de survie et de reproduction des individus humains que le maintien de la société trouve un sens.

Mais il y a beaucoup plus que la simple survie d'organismes ou de gènes. Car si les hommes cherchent plus ou moins consciemment leur survie dans le maintien de la société, ils y cherchent cependant d'une manière conscience une certaine qualité de vie qui s'accorde avec leur nature spécifique. Car ce n'est qu'à l'intérieur du lien social que l'homme peut actualiser ses potentialités spécifiques et devenir véritablement humain. Les hommes cherchent donc à maintenir finalement ce qui leur

3. ARISTOTE, *op. cit.*, livre II, chap. V.

permet de vivre pleinement leur différence spécifique. Le maintien de la société *humaine* est finalement le maintien de l'humanité de l'homme, qui présuppose et conditionne à la fois une forme sociale spécifique.

Lorsqu'on étudie des systèmes aussi complexes que les sociétés humaines, on en vient à se demander comment il se fait qu'ils réussissent à se maintenir, en dépit de l'existence de sources perturbatrices diverses qui les menacent de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur. Nous savons en effet que toute organisation au niveau du vivant dépend pour son maintien de mécanismes régulateurs, dont la fonction consiste à prévenir autant que possible tout accroissement indésirable du désordre à l'intérieur du tout. Ces considérations nous amènent maintenant à examiner le problème de la nature de la politique.

De toute évidence, la sociabilité naturelle de l'homme ne suffit pas à assurer à elle seule le bon fonctionnement des sociétés, pour différentes raisons dans lesquelles nous préférons ne pas entrer pour le moment. Nous nous éloignerions alors du sujet précis que nous voulons étudier ici. Constatons simplement ce fait : la sociabilité naturelle de l'homme est l'une des conditions *sine qua non* du maintien des sociétés humaines, mais elle n'en est pas à elle seule une condition suffisante. C'est pourquoi les sociétés ont développé à l'intérieur d'elles-mêmes des sous-systèmes de caractère cybernétique, spécialisés dans l'exercice du contrôle et responsables de la régulation au niveau de l'ensemble. Nous rejoignons ici l'activité politique dans son essence même, inséparable de sa fonction à l'intérieur d'un contexte social systémique. La politique consiste donc dans un ensemble hiérarchisé de mécanismes de contrôle ayant pour but de permettre le maintien des sociétés humaines, en y limitant le plus possible le désordre. Elle constitue ainsi un *régulateur*, au sens précis qu'Ashby donne à ce terme⁴.

Nous sommes maintenant en mesure de tirer deux conclusions importantes. Premièrement, la politique en tant qu'activité de contrôle ne se justifie qu'en relation avec l'ensemble social dans lequel elle s'insère. Elle est essentiellement une *fonction* du système social, et elle n'a de sens que dans la mesure où elle demeure au service de celui-ci, ce qui veut dire qu'elle ne saurait avoir de buts qui soient différents de ceux de la société prise dans son ensemble. Deuxièmement, si la politique a pour finalité le maintien de systèmes sociaux humains dans leur spécificité, cela implique qu'elle a pour but finalement le maintien des conditions générales dans lesquelles les êtres humains peuvent survivre et se développer *en tant qu'êtres humains*. Ces conditions, ce sont la sécurité, l'harmonie et la prospérité, qui forment le contenu de la notion traditionnelle de bien commun, et qui deviennent ainsi le but naturel de la politique⁵, le but que celle-ci se doit d'atteindre pour réaliser sa finalité naturelle ultime.

Ceci étant dit, nous pouvons maintenant nous aventurer dans le domaine particulier de la pathologie politique. Définissons donc tout d'abord le normal et le

4. W. ROSS ASHBY, *An Introduction to Cybernetics*, Londres, Methuen and Co. Ltd., 1976.

5. THOMAS HOBBS, *Le Citoyen*, trad. de Samuel Sorbière, Paris, Flammarion, 1982, chap. XIII, I-VI, et Julien FREUND, *op. cit.*, 3^e partie.

pathologique, et voyons ensuite comment il est possible d'appliquer ces notions à la politique.

Peuvent être appelés « normaux » les processus systémiques qui se déroulent de telle manière qu'ils contribuent au maintien et au développement d'un tout organisé *dans sa spécificité*. Et à l'inverse, peuvent être appelés « pathologiques » les processus systémiques qui se déroulent de telle manière qu'ils génèrent un désordre excessif à l'intérieur d'un tout organisé, mettant en danger ce tout *dans sa spécificité*. Par conséquent, la politique normale est celle qui contribue au maintien des sociétés humaines dans leur spécificité, en s'efforçant d'assurer la sécurité, l'harmonie et la prospérité qui rendent possible l'existence humaine continue des êtres humains. Et la politique pathologique est celle qui s'avère incapable d'assurer le maintien des conditions rendant possible une vie authentiquement humaine, soit par incompetence pure et simple, soit parce qu'elle poursuit à cet égard d'autres buts.

Il peut arriver à l'intérieur d'une société donnée que la politique échoue eu égard à son but naturel, par suite d'erreurs attribuables à des dirigeants par ailleurs bien intentionnés. Le problème se situe alors au niveau du *fonctionnement* du régulateur politique. Mais il peut arriver également que les chefs se désintéressent complètement du bien commun, ou qu'à tout le moins ils accordent la priorité à d'autres considérations. En pareil cas, on se trouve face à un désordre beaucoup plus grave, dans la mesure où c'est le *but* lui-même de la régulation qui est affecté. Et puisque les totalitarismes contemporains illustrent ceci d'une manière assez remarquable, il vaut la peine, je pense, que nous nous penchions sur certains exemples concrets.

L'Allemagne nazie constitue un cas évident de pathologie politique, et un tel « diagnostic » s'impose à partir du moment où l'on considère le but que poursuivait le gouvernement national-socialiste. Ce dernier était en effet beaucoup plus préoccupé par ses visées hégémoniques et par son obsession de « pureté raciale » que par le bien commun des Allemands, qui a été en fin de compte sacrifié.

Le racisme nazi est à cet égard particulièrement inacceptable, car c'est la politique qui est faite par nature pour servir la société, telle qu'elle est composée au plan ethnique, et non l'inverse. En vertu de la nature même de la politique, tout gouvernement est responsable d'une société *donnée* qu'il reçoit en tant que *totalité*. Sa fonction naturelle est donc de créer et de maintenir les conditions qui sont nécessaires à l'existence continue du tout en tant que société *humaine*, et non pas de se perdre dans les brumes de théories pseudo-biologiques par ailleurs insoutenables. C'était la tâche du gouvernement allemand, dans les années trente, d'essayer de résoudre le problème des relations entre les Juifs allemands et les soi-disant Aryens. Mais il ne lui appartenait pas de modifier la composition ethnique de la société allemande, ni de déterminer qui était un vrai Allemand et qui ne l'était pas. Il ne lui appartenait pas de décider d'être au service de certains Allemands plutôt que d'autres, sur la base de préjugés racistes. Et comme on le sait, ce sont les « Aryens » eux-mêmes qui ont fini par payer le prix de la politique nazie.

La Russie stalinienne constitue un cas comparable de pathologie politique, en même temps qu'un exemple édifiant de ce qui peut arriver quand la politique dévie de son cours naturel parce qu'elle essaie de remplir une sorte de mission historique pour

l'amour de l'Homme. Le socialisme prétendument « scientifique » tourne à l'utopisme à partir du moment où il prétend inférer le futur, d'une manière plutôt simpliste d'ailleurs, sur la base de données insuffisantes ayant trait au passé et au présent. Les gouvernants pris au piège des enthousiasmes visionnaires échouent habituellement, car ils ne disposent pas de moyens concrets leur permettant de réaliser leur visée eschatologique dans sa plénitude. Quand on veut forcer les hommes à s'élever au-dessus de leur humanité, c'est bien souvent en dessous de celle-ci qu'ils se retrouvent. Le communisme stalinien rêvait du paradis sur la terre et n'a pu y faire régner que l'enfer. Il poursuivait une illusion à laquelle la sécurité et le bien-être des citoyens soviétiques ont été sacrifiés. C'est pourquoi on peut à juste titre le qualifier de forme pathologique de la politique.

Le totalitarisme en général représente un processus de cancérisation de la politique, dans la mesure où celle-ci cesse alors d'être une fonction de l'ensemble social, et poursuit des buts qui mettent en danger le maintien du tout dans sa spécificité. Le but naturel commandant le processus régulateur normal est alors remplacé par un autre but, et la régulation perd son sens fonctionnel en s'effectuant indépendamment des intérêts de l'ensemble social, ou à l'encontre de ceux-ci. La commande du mécanisme de contrôle politique trouve désormais son origine dans les passions de ceux qui occupent le pouvoir. Et de ces passions émergent des projets sociaux généralement démesurés par rapport aux contingences auxquelles la société fait face.

Si la passion du pouvoir occupe habituellement une place de choix dans les régimes totalitaires, elle n'exclut pas nécessairement toute intention bienveillante à l'égard de la société et de ses membres. Il peut arriver que les dirigeants soient sincèrement convaincus du bien-fondé de leurs idées, et qu'ils se refusent à prendre conscience des conséquences véritables de leurs actes, préférant n'y voir qu'un mal temporaire et nécessaire à la construction d'une société meilleure. Les chefs d'un État totalitaire peuvent aimer d'abord et avant tout le pouvoir ; mais bien que cela puisse sembler parfois contradictoire, ils peuvent faire preuve à certains égards de certaines formes d'altruisme. C'était jusqu'à un certain point le cas d'Hitler ; même si la réserve s'impose ici, il nous faut reconnaître cependant qu'Hitler avait malgré tout un certain amour pour l'Allemagne, ainsi qu'en témoigne son acharnement à abolir, une clause après l'autre, l'humiliant Traité de Versailles. Et il faut lui donner crédit également pour le redressement économique des années trente. Quant aux communistes en général, bon nombre d'entre eux semblent toujours croire qu'ils ne travaillent pas inutilement, et qu'un jour l'homme se réconciliera avec la nature et avec son semblable. Quoi qu'il en soit, il arrive fréquemment que des dirigeants totalitaires entretiennent des illusions au sujet de ce qu'ils font réellement, et pensent servir leur peuple et l'humanité. La politique conserve alors un point de référence externe.

Mais il peut arriver également que la passion du pouvoir devienne tout ce qui importe, à l'exclusion de toute autre considération. Le pouvoir n'a plus de but à l'extérieur de lui-même ; son but réside désormais dans le fait même de son exercice. Il devient ainsi son propre objet.

Si le stalinisme s'approche dangereusement de cette forme extrême du totalitarisme, la société que nous dépeint George Orwell dans *1984* en constitue certainement le modèle par excellence. Toute la signification profonde de la politique d'Océania apparaît clairement dans cet extrait d'un dialogue entre Winston Smith et O'Brien.

... le Parti recherche le pouvoir pour le pouvoir, exclusivement pour le pouvoir. Le bien des autres ne l'intéresse pas. Il ne recherche ni la richesse, ni le luxe, ni une longue vie, ni le bonheur. Il ne recherche que le pouvoir. Le pur pouvoir...

... Nous savons que jamais personne ne s'empare du pouvoir avec l'intention d'y renoncer. Le pouvoir n'est pas un moyen, il est une fin... La persécution a pour objet la persécution. La torture a pour objet la torture. Le pouvoir a pour objet le pouvoir...⁶

La politique perd ainsi tout point de référence externe, pour se refermer complètement sur elle-même. Le monde qu'Orwell nous décrit, c'est un sommet dans la pathologie politique.

6. George ORWELL, *1984*, traduit par Amélie Audiberti, Paris, Gallimard, 1978, pp. 371-372.